



Mermoz Pyrotechnie
Route de la Stèle, Lot N° SR 12
BP 45435, Dakar-Fann, Sénégal
Tel: 221-869-4686
Fax: 221-824-1567
E-mail: info@trustafrica.org
Website: www.trustafrica.org

Rapport de l'Atelier intitulé Faire Face au Défi de la Religion et du Pluralisme en Afrique

Dakar, Sénégal
10 – 12 juillet 2007

Vue d'ensemble de l'Atelier

Du 10 au 12 juillet 2007, TrustAfrica a organisé son troisième atelier à Dakar sur le thème « Faire Face au Défi de la Religion et du Pluralisme en Afrique ». Ayant réuni 26 personnes parmi lesquelles des chefs religieux, des chercheurs et autres experts en provenance de 12 pays africains et de la diaspora, l'atelier s'est fixé pour objectif d'étudier le rôle de la religion en Afrique, par rapport au pluralisme et à la tolérance. Les participants étaient issus des communautés religieuses chrétienne, musulmane, Baha'i, hindouiste et africaine.

L'atelier s'inscrit dans le cadre d'une initiative de TrustAfrica sur la Religion et le Pluralisme qui vient en soutien aux efforts des chefs religieux, des chercheurs et des praticiens africains pour la promotion, la tolérance et le pluralisme dans tout le continent. Les discussions se sont déroulées dans le cadre de groupes de travail et ont porté sur trois axes principaux :

- (1) Faire entendre la voix des croyants marginalisés ;
- (2) Promouvoir le dialogue interreligieux ; et,
- (3) Soutenir les efforts des chefs religieux pour renforcer la paix et l'inclusion sociale en Afrique.

Contexte : Religion et Pluralisme en Afrique

Dans beaucoup de régions d'Afrique, la religion est mise en cause dans les conflits violents, l'exclusion sociale et le désordre public. Pourtant, dans d'autres contextes elle sert de catalyseur au maintien d'un équilibre social durable. Le vrai défi consiste donc à créer une large reconnaissance et une acceptation du pluralisme pour faire avancer le dialogue social et la compréhension, la tolérance et la coexistence pacifique dans des situations où les forces qui déchirent les peuples et les communautés semblent plus fortes que celles qui les rapprochent.

Le directeur exécutif de TrustAfrica, M. Akwasi Aidoo a donné le ton dans son discours d'ouverture. « Nous sommes prêts à franchir des frontières, au propre comme au figuré », a-t-il dit aux participants. « C'est-à-dire oublier votre confort quotidien, votre communauté, vos titres pour retrouver l'autre, de l'autre côté de la clôture ». Les croyants qui hésitent ou ne sont pas

prêts au dialogue (ou à participer à un atelier comme celui-ci) pourraient être ceux-là mêmes à qui il faut donner la parole, a-t-il ajouté. M. Aidoo de dire que les chefs religieux ont la responsabilité de franchir les frontières en (a) écoutant la voix des croyants marginalisés à l'intérieur de leurs propres communautés, (b) tendant la main aux autres, et (c) impliquant l'Etat et le secteur privé. « La religion n'existe pas dans le vide », a-t-il dit. « C'est une partie intégrante de la société et elle devrait jouer un rôle civique ».

L'atelier a été organisé sur un style d'une enquête ouverte et les participants devaient en déterminer le contenu final (comme ils y ont été priés, du reste). De leurs recommandations naîtront une nouvelle série de subventions dans les prochains mois. Mais TrustAfrica ne va pas s'arrêter en si bon chemin ; la rencontre marque le début d'une initiative pluriannuelle visant à élaborer des stratégies inspirées d'exemples positifs de pluralisme religieux déjà constaté dans différentes régions du continent et à identifier et soutenir des travaux de terrain novateurs et axés sur ces thèmes. D'ici un an, TrustAfrica compte organiser un atelier de suivi pouvant permettre à un groupe plus élargi de revisiter ces questions pour faire avancer le dialogue.

Renforcer les Capacités des Croyants Marginalisés

La première session de l'atelier a donné aux participants l'occasion de réfléchir sur les contextes sociopolitiques de la pratique religieuse. Etant donné le grand nombre d'ethnies et le caractère informel de plusieurs frontières, l'Etat-nation en Afrique reste toujours très contesté. Donc, l'un des facteurs déterminants pour l'identification des communautés porteuses de réussite dans un Etat donné restent les voies qu'ils ont pour accéder au pouvoir, aux privilèges et au clientélisme. Il n'est donc pas surprenant que les différents groupes sociaux, y compris les communautés religieuses, rivalisent d'ardeur pour avoir un accès et une influence sur les leaders politiques. Mais les croyances religieuses peuvent exacerber les dangers d'un jeu aux enjeux énormes, et la piété peut être mal utilisée au point de perpétuer des inégalités sociales. Comme un participant l'a noté, « c'est facile de donner un caractère divin à ses privilèges pour dire ensuite, « c'est Dieu qui l'a voulu ainsi ».

Presque tout le monde s'est accordé à dire que la notion de privilège demande une étude plus approfondie. S'il est vrai par exemple, comme on le dit souvent, que les populations du Nord dominant le Nigeria depuis l'indépendance, tous les gens du Nord ne sont pas des privilégiés ; regardez les chrétiens et les femmes haoussa des régions septentrionales du Nigeria. De la même manière, il convient de décortiquer le mot « marginalisation » pour se rendre compte de son élasticité. Il y a plusieurs exemples au niveau du continent où les marginalisés d'une époque sont maintenant en train de marginaliser d'autres. Quelquefois, un bouleversement politique chamboule tout, mais les gens changent souvent d'identité pour être acceptés ou en tirer profit.

Forts de ces éclairages, les participants se sont divisés en trois groupes de travail pour identifier les stratégies et initiatives pouvant aider à faire entendre la voix des croyants marginalisés et insister sur leurs rôles tant à l'intérieur qu'au niveau de religions différentes. Chacun des groupes a opté pour **une définition du terme « croyants marginalisés »** légèrement différente, mais ensemble ils ont soulevé un certain nombre de questions essentielles :

- La marginalisation ce n'est pas une question d'appartenance à la minorité ou à la majorité, mais plutôt une question de pouvoir et de privilège. Parfois, c'est la minorité qui détient le pouvoir, alors que la majorité ignorante ou silencieuse se trouve confinée à la périphérie.

- La marginalisation est un phénomène élastique; le groupe aujourd'hui victime de marginalisation peut demain marginaliser à son tour.
- La marginalisation survient à l'intérieur des religions tout comme entre elles. Non seulement dans certains cas elle crée la division au sein des musulmans et des chrétiens, mais elle peut aussi dresser les uns contre les autres, les protestants contre les catholiques ou même les catholiques orthodoxes contre les catholiques charismatiques.
- La marginalisation, même si elle a un caractère religieux ou sectaire, ne concerne pas toujours que la religion. Le groupe ethnique et l'économie peuvent s'avérer être de plus grandes causes de conflit.
- La marginalisation des religions locales est un héritage persistant de préjugés coloniaux. Elle empêche les africains de puiser dans des traditions et expériences qui pourraient mettre en lumière des modes de résolution des conflits, et révéler des solutions à un grand nombre d'autres équations.
- La marginalisation prend souvent des formes qui violent les droits constitutionnels et les droits humains. Les lois et institutions nationales sont souvent complices dans la diabolisation et la dévalorisation de certaines communautés religieuses, ainsi que dans leur confinement à la périphérie de la société. Dans certains cas, les croyants marginalisés sont incapables d'exercer leur liberté de culte, même si cette dernière est garantie par la constitution du pays.

Un des groupes de travail a donné lieu à une vive discussion sur la question de savoir s'il y a une identité primaire, reflétant peut-être le groupe ethnique, politique ou religieux de l'individu. Une autre vision voulait que les individus aient des identités multiples et les déploient à des fins tactiques, mettant en exergue différents éléments en fonction du groupe au pouvoir, par exemple, ou de l'appartenance religieuse du chef de l'Etat. La frontière entre groupe marginalisant et groupe marginalisé n'est pas toujours bien définie. Par exemple, des hommes qui sont marginalisés pourraient, à leur tour, marginaliser les femmes vivant dans leurs familles ou dans leurs communautés.

Poursuivant leur réflexion, les groupes de travail ont identifié plusieurs **facteurs qui alimentent la marginalisation de certains croyants**. L'exploitation politique figure en bonne place dans cette liste. Beaucoup de participants à l'atelier se sont demandés si les sociétés africaines sont suffisamment engagées par rapport à la laïcité qui devrait, à leur avis, jouer un rôle neutre en protégeant la liberté de culte et en ne prenant partie pour aucune religion donnée. On voit souvent des candidats aux élections et des hauts fonctionnaires combler les chefs religieux de faveurs en échange d'un soutien populaire. En retour, les membres de ces communautés religieuses obtiennent des emplois, des contrats et autres avantages politiques. Dans certains cas, les privilèges accordés à une certaine religion sont intimement liées à la politique gouvernementale officielle ; avec l'argent du contribuable qui est dépensé pour envoyer des citoyens en pèlerinage aux lieux saints, ou pour financer la construction de lieux de prière. L'un des orateurs a lancé un appel pour « une sorte de réforme, une profonde critique de la religion en tant qu'institution », alors qu'un autre faisait remarquer que le discours sur l'Etat laïc doit être négocié continuellement. Ils se sont accordés sur la nécessité de faire des efforts à la base pour sensibiliser les populations aux dangers à mêler la religion à la politique.

Ce qui est de plus en plus menacé, c'est le sens d'une identité nationale partagée. Les politiciens manipulent le public en utilisant la religion ou des sectes religieuses spécifiques, dans le but de créer des rivalités et diviser la population. Dans plusieurs régions d'Afrique, les individus se définissent d'abord en fonction de leur clan, tribu ou religion, et seulement dans

un second temps sur la base de la nationalité. Mais le gouvernement et la société civile sont en partie responsables. Si les gens choisissent l'identité qui, à leurs yeux a un sens, beaucoup de gouvernements africains ont besoin de rendre l'identité nationale aussi pertinente ou utile qu'elle l'est devenue avec le temps, en France ou en Grande Bretagne, par exemple.

Un autre facteur contribuant à la marginalisation de certaines communautés religieuses, c'est l'incapacité de certaines constitutions nationales à protéger la liberté de culte. Et même si elles y arrivent, des gouvernements théoriquement laïcs fuient parfois devant la responsabilité qu'ils ont de créer un environnement dans lequel tous les citoyens peuvent librement pratiquer leurs religions. La corruption gouvernementale et la domination de certains groupes puissants ont tendance à exacerber la marginalisation.

Les sociétés sont enclines à la marginalisation lorsqu'elles ne parviennent pas à donner de la valeur au pluralisme et la diversité. Un orateur a établi une distinction utile entre ces deux concepts. Abondant dans le même sens que Diana Eck, une référence en la matière, il a observé que la diversité se réfère à la différence, alors que le pluralisme décrit son acceptation. Qu'elle soit ethnique, religieuse, politique ou économique, la diversité de l'Afrique ne se discute pas. La question est celle-ci : l'acceptons-nous et l'épousons-nous, ou ne la reconnaissons-nous qu'à contrecœur ? Le pluralisme, comme la diversité, est fortement enraciné dans le continent. Un participant a partagé avec les autres cinq proverbes africains qui soulignent la nécessité d'une multiplicité d'opinions dans une société saine :

- Il faut sortir de sa maison pour commencer à apprendre.
- Si l'on n'est pas sorti de sa maison, on ne peut pas affirmer que sa mère fait la meilleure soupe.
- La vérité est comme un baobab : les bras d'une seule personne ne peuvent pas l'étreindre.
- On a beau avoir un gros œil, il vaut mieux en avoir deux.
- Chassez dans chaque forêt, car dans chacune d'elle, il y a de la sagesse et la possibilité de faire bonne chasse.

Un autre participant a évoqué un verset coranique qui célèbre l'importance du pluralisme :

« Je vous ai fait hommes et femmes, divisés en nations, tribus et races, non pas pour que vous vous haïssiez, mais pour que vous puissiez mieux vous connaître les uns les autres. » [Qur'an, 49; 13]

Lorsqu'il y a des tensions entre des religions différentes, la marginalisation met souvent en exergue les différences entre les livres sacrés (l'allégeance au Coran, par exemple, ou à une certaine version de la Bible), les valeurs tirées de ces derniers, et la manière dont elles sont mises en pratique. Au niveau des sectes ou au niveau intra religieux, elle tend à être intimement liée aux questions d'interprétation religieuse, d'orthodoxie et de réforme.

Parmi les autres facteurs qui contribuent à la marginalisation il y a les disparités économiques, qui magnifient les tensions culturelles, et la décadence morale qui amènent les individus à négliger les injustices qu'ils commettent. En outre, quelques groupes religieux, ethniques et sociaux ne sont pas reconnus par la loi ou la tradition, s'ils ne sont pas simplement exclus par les traditions ou les structures gouvernementales.

Les groupes de travail ont poursuivi les débats pour aborder un certain nombre de **stratégies pour promouvoir l'inclusion des croyants marginalisés** à l'intérieur des religions tout comme dans la société. Certains orateurs ont insisté sur la nécessité d'une meilleure connaissance et d'une meilleure compréhension des autres religions. Si l'ignorance alimente les conflits, la bonne information sur les valeurs communes (dont les valeurs Abrahamiques, avec des écritures et des théologies communes) unissant les différentes religions reste le remède. De l'avis des participants, une plus grande compréhension des différences religieuses est également essentielle, en notant qu'il ne faut pas simplement tirer le rideau sur les traditions et pratiques divergentes.

Il y a aussi la nécessité d'une interaction plus grande entre les différentes communautés religieuses, en partie pour chasser les mauvaises perceptions qu'ils ont les uns des autres. A cette fin, beaucoup de participants ont recommandé la création de forums où les spécialistes pourraient partager leurs connaissances avec le grand public, ainsi qu'une espèce de système de réaction rapide qui permettrait à des acteurs chevronnés de désamorcer les crises en montrant le ridicule des mauvaises conceptions qui alimentent les conflits naissants. Certains orateurs ont également préconisé de jeter des ponts bien avant que les crises ne s'installent. Ce faisant, ils ont fait la distinction entre le dialogue interreligieux, qui a tendance à être réactif et de courte durée, et les rapports interreligieux, qui peuvent être une ressource précieuse lorsque des tensions surviennent.

Encore mieux, il y a les rapports de travail axés sur des questions socioéconomiques concrètes. Un orateur a rappelé sa participation à une marche de protestation à côté de rabbins et d'imams contre le gouvernement afrikaner, et avoir été battu par la police. Pendant la lutte anti-apartheid, différents groupes religieux s'étaient mis ensemble et il y avait une forte alliance entre les regroupements de chrétiens, le Conseil Juridique Musulman, et les juifs pour défendre la justice. La démonstration de solidarité a été si forte qu'un rabbin s'est plaint (lorsqu'il a été arrêté et détenu dans une prison pour blancs) d'avoir été isolé de ses camarades noirs. En se concentrant sur les manières d'agir sur nos valeurs, que nous partageons souvent avec d'autres religions, au lieu de faire une fixation sur nos croyances, qui peuvent beaucoup varier, ce genre de travail de terrain peut permettre de bâtir une harmonie oecuménique.

Deux participants du Nigeria se sont engagés dans cette voie à travers le Centre de Médiation Religieuse qu'ils ont créé ensemble en 1995. Le pasteur James Wuye, membre de l'Eglise pentecôtiste et Imam Ashafa, musulman, commencent souvent par une réunion avec les membres de leurs congrégations respectives. Ensuite, ils réunissent les deux groupes. « Nous avons largement utilisé ce modèle, et nous avons pu nous rendre compte que c'était très productif d'écouter les gens dire des choses positives sur eux-mêmes (et ensuite entendre les choses négatives). Cela réduit les préjugés, les stéréotypes et les phobies. »

Les discussions ont porté sur plusieurs cas spécifiques dans lesquels des communautés religieuses avaient été marginalisées. Les participants ont dit qu'un examen plus approfondi de ces exemples, à travers une série d'études de cas, pourraient aider à identifier des stratégies appropriées pour enraciner la tolérance et le respect du pluralisme. Parmi ceux-ci figurent :

- La tendance à choisir des leaders politiques sur la base de leurs croyances religieuses (Nigeria, Ghana, Soudan, et ailleurs) ;
- La diabolisation des traditionalistes dans plusieurs régions d'Afrique, surtout par les religions Abrahamiques ;
- Le refus de certains droits de citoyenneté à la communauté Bahà'i en Egypte ;

- La déclaration du Président Chilouba de 1991 disant que la Zambie était un état chrétien ;
- Le rôle de plus en plus important de la communauté anglicane d'Afrique du Sud qui s'était mise du côté de l'opposition pendant l'apartheid et qui occupe aujourd'hui une place prépondérante sur l'échiquier politique ;
- Les dilemmes que les croyants minoritaires rencontrent au nord et au sud du Nigeria ;
- La domination des Kikuyus sur les ethnies minoritaires du Kenya ;
- Le jeu de trois théologies rivales pendant l'apartheid : l'Eglise Réformée Hollandaise qui, selon certaines critiques, fournissait une base religieuse au statu quo ; la théologie prophétique alternative qui restait à la marge au profit des opprimés ; et, ce qu'un orateur a appelé « le grand milieu ... ceux qui s'inquiétaient de l'apartheid et priaient tout bas pour les opprimés, mais ne priaient pas pour la chute de ceux qui maintenaient l'apartheid au pouvoir. »

L'Afrique du Sud présente toujours des questions intéressantes en terme de marginalisation. Maintenant que le changement est intervenu, comment le pays peut-il concilier les besoins des anciens marginalisés (qui maintenant sont au pouvoir) avec la réalité qu'une accession au pouvoir n'est pas forcément synonyme de correction des erreurs du passé. Comment peut-il redresser la situation de la marginalisation, tout en s'assurant que ceux qui dominaient auparavant ne soient pas marginalisés ?

L'un des groupes de travail a trouvé que c'était judicieux de la part des africains de se tourner vers leur passé pour trouver des exemples de coexistence pacifique. Les bibliothèques de Tombouctou qui ont récemment attiré l'attention contiennent une pléthore de manuscrits pertinents traitant de la tolérance, de la bonne gouvernance et de la résolution de conflits, datant de plusieurs siècles. Beaucoup d'orateurs ont insisté sur la nécessité de prendre exemple sur les antécédents historiques et la mémoire culturelle pour promouvoir l'intégration et le dialogue interculturel. Les chercheurs ont besoin de mener des recherches historiques, disent-ils, de fouiller dans le passé pour ramener cette compréhension dans notre présent et notre futur. Tant qu'ils n'auront pas réalisé cela, tous ces documents n'auront pas leur place dans la conversation.

Un autre groupe de travail a tracé les contours de plusieurs démarches particulières pour la promotion de l'intégration religieuse :

- (1) Créer des groupes de plaidoyers pour appeler les Etats à élaborer des politiques qui protègent les droits et valeurs des groupes minoritaires ;
- (2) Explorer les moyens de dissiper les stéréotypes et préjugés sur l'autre ;
- (3) Mettre en place un forum d'apprentissage sur les autres religions en :
 - (a) Incorporant des connaissances de base dépourvues de préjugés sur les autres religions dans le cadre des programmes scolaires ;
 - (b) Diffuser des documents et éléments matériels internationaux produits en commun par les différentes religions ;
 - (c) Utiliser l'Internet et les médias, ainsi qu'un concours pour la promotion la connaissance ;
- (4) Réorienter le leadership religieux vers un engagement et une acceptation de l'autre ;

- (5) Encourager les projets de développement communautaires interreligieux au niveau de la base, afin que les gens voient les chefs religieux en action et pas seulement devant la chaire ; et,
- (6) Créer un processus pour empêcher et réduire l'importation des conflits mondiaux vers l'Afrique, ainsi que leur exploitation.

L'une des suggestions les plus contestées a été la proposition de créer un parlement africain des chefs religieux. En théorie, disent ses partisans, une structure pareille pourrait permettre (a) de promouvoir un sens de l'africanité en insistant sur notre humanité commune ; (b) d'identifier les partenaires interreligieux en Afrique (comme *Interfaith Action for Peace in Africa* [Action Interreligieuse pour la Paix en Afrique], *The World Conference on Religion and Peace* [la Conférence Mondiale sur la Religion et la Paix] et d'autres organisations religieuses) ; (c) d'élaborer une carte démographique de l'appartenance religieuse dans le continent ; et, (d) de jeter des ponts œcuméniques et de promouvoir un réseau interreligieux plus solide. Mais le mode opératoire de ce parlement n'a pas été facile à décliner – ou s'il poserait plus de problèmes qu'il n'en résoudrait.

Les participants ont fait une recommandation très importante. TrustAfrica, disent-ils, devrait créer une sous-commission pour élaborer les stratégies proposées ici dans un document de travail qui pourrait aboutir à une mise en œuvre pragmatique.

Promouvoir le Dialogue interreligieux

Le deuxième jour de l'atelier a commencé par quelques réflexions sur les stratégies du dialogue interreligieux ; les travaux ont démarré sur une note de reconnaissance nécessaire de la part de toutes les religions de notre humanité commune. Trop souvent, les communautés religieuses n'ont pas une compréhension commune que tous les peuples ont été créés par le même Dieu avec des droits égaux, malgré les différences d'expressions culturelles. Si les croyants pouvaient se représenter ce qu'un orateur a appelé « un spectacle historique d'interaction sociale », ils seraient mieux à même d'aider les sociétés africaines à dépasser les conflits et la division. Pour déclencher un tel mouvement, les chefs religieux pourraient donner l'exemple en traversant les frontières et en travaillant à partir d'un esprit de compréhension commune. Un groupe œcuménique parlant d'une seule voix pourrait constituer une force morale puissante capable d'influencer le gouvernement, ainsi que certains des chefs religieux les plus fractionnistes.

Deux groupes de travail ont ensuite axé leurs discussions sur l'identification des caractéristiques des initiatives qui ont réussi à promouvoir un dialogue interreligieux productif et à réduire au minimum la violence sectaire. La discussion a montré que l'une des bases d'un dialogue productif c'est la reconnaissance de l'existence d'un conflit. Il est futile d'essayer d'éliminer les différences ; la vraie tâche consiste à faire de la médiation pour la différence, sans que cela ne mène à la violence. Il peut donc s'avérer plus utile d'insister sur la négociation, la reconnaissance et l'acceptation des autres et selon leurs propres termes. L'éducation pourrait aussi jouer un rôle. Les participants ont cité la nécessité de promouvoir la tolérance, ainsi que l'envie d'en savoir plus sur les autres religions, surtout leurs contextes, leurs valeurs essentielles et les liens qu'elles ont avec les autres religions.

Si le but du dialogue interreligieux n'est pas seulement de préserver ou de restaurer la paix, mais aussi de faire avancer les changements sociaux, il peut être nécessaire d'impliquer une gamme plus large d'acteurs dans le processus. Outre les communautés religieuses, on pourrait inclure le secteur privé, les ONG, les leaders politiques et les jeunes, qu'ils appartiennent à une congrégation ou non.

Les participants ont aussi lancé un appel pour une compréhension plus large du titre de chef religieux ; quelqu'un dont le rôle ne se limite pas seulement à ses charges ecclésiastiques et qui pourrait avoir des intérêts matériels dans le statu quo. Il importe de se poser des questions : Qui sont les chefs religieux ? Qui décide de ce qu'ils sont ? Comment pouvons-nous élargir notre conception du dialogue interreligieux, afin qu'elle n'implique pas seulement une rencontre de chefs formels ? En accueillant ou en promouvant ces échanges, il serait judicieux d'y inclure des chefs alternatifs, des chefs locaux et autres leaders engagés par rapport aux changements sociaux.

Mais le dialogue interreligieux ne suffit pas. Il est aussi important d'insister sur l'établissement de rapports entre les groupes. Une fois que ces liens continus sont créés, plusieurs communautés religieuses pourront les exploiter et engager le dialogue lorsqu'une situation émerge. Mais ce n'est pas là une tâche à prendre à la légère. Pour des rapports réussis, ceux qui sont autour de la table doivent être prêts à traverser des frontières. S'ils se présentent avec des idées fixes et refusent de bouger, il ne pourra y avoir aucun dialogue productif. Fondamentalement, lorsqu'il s'agit du dialogue et des rapports interreligieux, les participants doivent avoir une vision qui dépasse le présent.

D'autre part, une discussion abstraite des différences théologiques peut enliser le dialogue interreligieux et s'avérer contre-productif. A la place, il convient d'insister davantage sur l'action commune. Le plus important, c'est la coopération entre hommes et femmes de terrain. Un participant a fait remarquer : « Je suis praticien, et je crois qu'en travaillant ensemble, nous nous retrouverons et nous découvrirons des points communs en terme de valeurs que nous partageons et nous développerons ces valeurs. » On retrouve de pareils rapports partout en Afrique, bien qu'ils soient souvent ignorés. En témoignent les nombreuses familles à travers le continent dans lesquelles des musulmans et des non musulmans se sont mariés. Un examen plus approfondi pourrait aider à clarifier ce qui fait que tout se passe bien et sans conflit.

Il est aussi impératif de donner le ton idéal d'un dialogue religieux. A cette fin, il peut permettre de créer une éthique directrice pour parler de sa foi sans diaboliser celles des autres – celles que nous ne partageons pas ou que nous considérons comme extrémistes. « On ne peut pas les laisser seuls, » a dit un orateur. « Ce sont eux qui vont nous créer des problèmes. Ce sont ceux-là mêmes qui devraient faire l'objet du dialogue. »

Lorsque les groupes de travail sont revenus en plénière, ils ont identifié plusieurs **caractéristiques déterminantes d'un dialogue interreligieux productif**, parmi lesquelles :

- La reconnaissance des conflits.
- La reconnaissance des différences au niveau des principales religions.
- L'intégration.
- La prédisposition à accepter l'autre selon ses propres termes. De même, les participants ont noté le besoin de tolérance, d'ouverture d'esprit, et de volonté d'apprendre sur l'autre.
- La capacité à dissiper les stéréotypes et les préjugés.
- La volonté de garantir des rapports positifs.
- Le désir d'encourager la fraternité entre les hommes.

- La focalisation sur la réalisation des changements sociaux et les questions de qualité de vie, notamment sur la pauvreté, l'analphabétisme, les enfants de la rue, le veuvage et les armes.
- L'engagement à mener une action concertée à travers des projets qui abordent les conditions socio-économiques et politiques des pauvres.
- Une démultiplication très étendue avec des chefs religieux qui continuent la discussion dans leurs communautés.
- Des attentes réalistes, puisque des espoirs amplifiés peuvent se révéler préjudiciables.

Les participants ont aussi compilé une liste de **facteurs bloquant le dialogue et le discours interreligieux**. En particulier, ils ont énuméré :

- La crainte du prosélytisme et de la conversion. (« Quelles en sont les motivations ? » « Si nous ouvrons nos portes, vont-ils nous prendre tous nos disciples ? » De même, « Peut-il y avoir un dialogue si je veux que tout le monde ici soit musulman ou Bahà'i ou chrétien ? »)
- L'incapacité à reconnaître le besoin de dialogue (« Avons-nous besoin d'eux ? »), surtout lorsqu'elle vient d'une minorité (« Pourquoi est-ce que les Bahà'i initient souvent le dialogue interreligieux ? » « Pourquoi avons-nous besoin de dialogue ? Qui est l'auteur de l'appel ? Nous voulons savoir pourquoi les groupes marginalisés sont plus intéressés au dialogue. »)
- Le manque de compréhension des valeurs communes que nous partageons telles que l'amour, la paix, la compassion, la gentillesse et la justice. (« Nous ne sommes souvent pas conscients que nous partageons les mêmes idées de ce qui est bon ou mauvais. »)
- Les récits concurrentiels. (« Dans plusieurs communautés religieuses, vous devez croire que vous avez trouvé une vérité, ce qui alors élimine la possibilité que les autres puissent la trouver » à travers une autre tradition religieuse. Un autre participant a ajouté : « Le dialogue doit se baser sur l'idée qu'il n'y a pas un seul récit, une seule vérité, une seule voie. »)
- Les religions Abrahamiques écartent souvent ou méprisent l'héritage africain. (« Elles ont du mépris pour la culture et les valeurs traditionnelles africaines. » Un autre a ajouté : « vous devez retourner à la source et trouver ce qui est bon afin que nous puissions aller de l'avant. »)
- Le manque de confiance, le manque de volonté de coopérer, la crainte de l'inconnu. (« Certaines personnes pensent que le dialogue est une façon de tuer la religion ». Et un autre participant d'ajouter « le manque de respect pour les autres, l'arrogance et toute forme de sectarisme. »)
- Le manque de financement et l'absence d'une planification appropriée.
- L'ignorance des modes de résolution des problèmes en d'autres lieux.
- Des attentes différentes ou irréalistes. (« Si nous nous attendons à ce que le dialogue transforme nos vies du jour au lendemain, nous allons vers une déception, » a soutenu un participant. « Le succès est un processus incrémentiel : nous avançons mais nous reculons aussi »).
- Le manque de compréhension sur le terrain. (« Le terrain est ce qui importe le plus. L'expérience que j'ai engrangée en Afrique du Sud nous a montré que lorsque nous

unissons nos forces sur les questions de justice et de droits humains, nous pouvons nous retrouver et bâtir des liens »).

- L'influence de la mondialisation sur le continent avec des conflits exportés d'une région du monde vers une autre. (« Nous avons vu des prêcheurs étrangers arriver pour troubler la paix et prêcher la haine, mais ce sont les gens sur le terrain qui en subissent les conséquences. »)

Au cours de la discussion, les participants ont cité quelques exemples probants de dialogues interreligieux productifs :

- Le rôle des communautés religieuses progressistes dans la lutte pour mettre fin à l'apartheid en Afrique du Sud.
- La création de codes de conduite pour la diffusion de programmes religieux au niveau des médias sud-africains.
- L'intervention de Saint Egidio au Mozambique, où le clergé catholique avait contribué à mettre fin à 15 années de guerre civile en obtenant un accord de paix entre l'Etat et les rebelles. Les négociations ont continué pendant deux ans avant qu'un traité ne soit signé en 1992.
- La déclaration d'Alexandria dans laquelle des leaders juifs, chrétiens et musulmans ont condamné la violence en Israël et en Palestine, et se sont engagés à travailler ensemble pour la paix. Signé en 2002, la Déclaration a été plus tard remise en question par la diplomatie politique et un processus de paix défaillant. Mais pendant un moment, elle a été une approche ascendante (de la base vers le sommet) réussie du dialogue interreligieux appliqué.
- La Déclaration de Paix de Kaduna qui a aidé à apaiser les tensions ethniques et religieuses au nord du Nigeria. Utilisant la Déclaration d'Alexandria comme modèle, le Centre de Médiation Interreligieux s'est efforcé de promouvoir la réconciliation dans l'état de Kaduna au Nigeria, où la violence communale avait coûté la vie à 3.000 personnes en 2000. Le centre rassembla 22 chefs religieux, dont des modérés et des extrémistes et dans une période de quatre mois, concocta un accord pour arrêter le conflit. Par le biais d'activités en direction des médiateurs et de la communauté, les chefs religieux ont réussi à présenter un front uni qui a permis de restaurer le calme.

Dans les communautés qui sont des terrains fertiles au conflit, il peut être utile de mettre en place une sorte de structure chargée de la paix interreligieuse et dotée d'outils lui permettant de déceler les signaux précurseurs et de faire face. Les participants ont noté plusieurs cas dans lesquels cette approche a fait ses preuves au niveau communautaire. De même, ils ont proposé la constitution d'un corps de pairs médiateurs pouvant s'engager auprès de la jeunesse chrétienne et musulmane.

Les groupes de travail ont dégagé plusieurs **stratégies pour renforcer et reproduire des exemples du dialogue interreligieux productif**, d'abord en renforçant les connaissances sur les autres religions et en établissant des liens entre différentes communautés religieuses. De manière spécifique, ils ont appelé à des actions en vue de :

- (1) Recueillir des informations sur des cas où les leaders religieux sont intervenus de manière productive. (« Ce que nous voulons dire, » a ajouté un participant, « c'est qu'il y a des modèles sur le continent que nous pouvons adapter et utiliser pour résoudre des problèmes dans d'autres endroits »). Cela va des exemples

contemporains aux exemples historiques, comme ceux décrits dans quelques anciens manuscrits de Tombouctou. (« Ces manuscrits contiennent des informations sur nos traditions, » a dit l'un des orateurs. « Mais ils traitent aussi de questions d'actualité, des questions auxquelles nos ancêtres étaient aussi confrontés. La corruption n'est pas une chose nouvelle. Nous avons besoin d'utiliser ces connaissances pour mettre en place les ressources nécessaires pour traiter des problèmes contemporains. »)

- (2) Sensibiliser en partageant les meilleures pratiques de dialogue et de médiation interreligieuse (à travers des études de cas, des vidéos et du matériel didactique) avec les institutions religieuses, les chercheurs et les étudiants partout sur le continent.
- (3) Promouvoir une éducation civique pour renforcer la courtoisie et les bonnes mœurs. (Quelques orateurs ont cité le Ghana et le Mali comme des exemples de coexistence pacifique. « L'Afrique n'a jamais été aussi riche de religions et de visions, » a dit un autre participant. « Mais l'Afrique n'a jamais connu autant de difficultés au plan moral. Quel est le rôle du religieux ? Que devrait-on faire pour améliorer cette situation ? »)
- (4) Former les chefs religieux en résolution de conflits et en médiation.
- (5) Identifier les protagonistes religieux positifs ou progressistes (chefs religieux, sommités et autres défenseurs de la société civile) pouvant servir de force morale et mettre en place un mouvement social en promouvant nos valeurs communes dans les domaines religieux formels et informels.
- (6) Elaborer un code de déontologie pour orienter les prêches religieux aux niveaux intra et interreligieux.
- (7) Elaborer un code de conduite pour le dialogue interreligieux et pour une couverture médiatique des tensions religieuses. Encourager une communication plus efficace entre les religieux. (« Nous devrions exercer une pression sur les politiciens et les médias pour qu'ils traitent les questions religieuses avec plus de tact », au lieu d'enflammer les gens.)
- (8) Analyser les formules de médiation des tensions inter sectaires, tout comme les discours entre religions différentes. Mettre en place un pool de médiateurs que l'on peut mobiliser lorsque les tensions s'intensifient ou que des crises apparaissent.
- (9) Créer un dispositif pour dissiper les soupçons mutuels et construire des passerelles entre le leadership intellectuel et religieux. (« Les chercheurs craignent que les chefs religieux ne cherchent à renverser le gouvernement et à ébranler la stabilité du pays », a expliqué un orateur. « De l'autre côté, les fidèles craignent que les intellectuels n'essayent de retirer la religion de la vie publique. Reconnaître ces deux appréhensions est important »).
- (10) Elaborer une stratégie pour mettre un terme à l'importation des conflits en Afrique.
- (11) Clarifier le rôle des femmes et les impliquer de manière plus efficace et plus large dans les interventions interreligieuses. (« Il y a déjà des femmes impliquées dans le dialogue interreligieux dans des endroits comme le Nigeria et le Ghana », a noté un participant. (« Elles furent les premières à pratiquer ce dialogue interreligieux. Retournons vers nos communautés voir ce que les femmes sont déjà en train d'y faire. »)
- (12) Recueillir les valeurs religieuses morales partagées, ainsi que leur signification universelle ; établir les points communs entre les religions.

- (13) Trouver les moyens de rendre crédibles les initiatives interreligieuses qui existent en Afrique.

Le deuxième jour de l'atelier s'est terminé avec la projection du film documentaire « Le Pasteur et l'Imam », qui portait sur deux des participants de l'atelier : l'Imam Ashafa et le Pasteur Wuye. Projeté au Siège des Nations Unies en Novembre 2006, ce film de 40 minutes décrit leurs rapports complexes et évolutifs. Au début des années 90, ils ont été les pires ennemis et ont pris les armes dans les factions opposées du violent conflit entre musulmans et chrétiens au nord du Nigeria. Le Pasteur Wuye perdit une main dans les combats ; l'Imam Ashafa y perdit un oncle. Quelques années plus tard, les deux hommes se rencontrent à une réunion des chefs de communautés à qui on avait demandé de promouvoir une campagne de vaccination. Avec le temps, ils apprirent à se connaître et, petit à petit, eurent assez confiance l'un en l'autre pour travailler ensemble. S'engageant à œuvrer vers un ministère de la paix et de la réconciliation, ils créèrent le Centre de Médiation Interreligieux en 1995. Avec un effectif de 14 personnes (7 musulmans et 7 chrétiens) ils travaillent dans plusieurs états Nigériens, ainsi qu'au Sud Soudan, aidant les communautés rivales à considérer leurs différences. Le film, maintenant disponible en anglais, français et arabe, a été montré aux factions en conflit en Somalie. Des versions traduites en haoussa et ibo sont en train d'être confectionnées.

Le film, et le travail qu'il décrit, ont été loués avec enthousiasme à l'atelier. Ils ont aussi provoqué des débats animés sur la tendance à exagérer le rôle de la religion dans certains conflits particuliers – souvent pour des intérêts politiques. Parler de musulmans et de chrétiens se battant au Nigeria, par exemple, fait invariablement l'économie d'autres facteurs qui sont probablement beaucoup plus importants. Dans de pareils cas, il est judicieux de demander quelles forces et intérêts se cachent derrière cette guerre ? De l'avis des participants, il est impératif de ne pas prendre position pour une faction ou pour l'autre en fonction de la religion, mais plutôt de chercher à comprendre la problématique qui se cache derrière. Une lecture plus sophistiquée des tensions au Nord du Nigeria pourrait donc se focaliser sur les moyens d'existence concurrentiels des colons relativement nouveaux (en majorité des musulmans) et de la communauté locale (en majorité des chrétiens). Reconnaître le rôle du pouvoir et de l'économie, et pas seulement de la tradition et de la pratique religieuse, pourrait faciliter le maintien de la paix.

Une plus grande collaboration

Le troisième et dernier jour de l'atelier s'est ouvert sur une discussion autour du rôle de la religion dans la société. Certes la religion offre un fondement à la moralité et sert de ciment à la cohésion sociale, mais tout est à la charge de l'homme. « La volonté divine, » a dit un orateur, « se manifesterà à travers les efforts de l'homme. Nous devons travailler durement pour que le bien prévale ». En fait, les défis de polarisation sociale et de dégradation de l'environnement nécessitent des efforts coordonnés et intensifs, et la croyance religieuse peut contribuer à les résoudre. Pourtant, dira un orateur, au lieu d'aider, beaucoup de communautés religieuses « se cantonnent dans le passé, ne promeuvent pas les changements sociaux, et s'efforcent de préserver le statu quo ». Etant donné les besoins d'un monde en mutation, les institutions religieuses se doivent d'être une force motrice dans cet effort de construire un ordre social meilleur. La religion peut jouer un rôle central pour faire avancer le dialogue sur les transformations démocratiques, par exemple, en mettant en exergue les valeurs telles que la dignité humaine, le respect mutuel et les droits de l'homme.

Dans le cas du Soudan, les différences religieuses et culturelles ont été la source de beaucoup de conflits. L'accord de paix global et sa constitution intérimaire n'ont pas duré parce qu'ils

excluaient les puissants groupes politiques et religieux ; ils n'ont pas non plus su traiter les différences religieuses avec assez de rigueur. « Ils ont complètement négligé les relations interreligieuses, » a dit un orateur, dont l'organisation a exploité la brèche en élaborant un protocole religieux de 11 points qui aideraient à encourager le dialogue interreligieux. Aujourd'hui, elle prévoit d'organiser un dialogue national musulman pour explorer les controverses liées aux sectes et appelle à une conférence constitutionnelle nationale où le protocole serait débattu.

En se séparant de nouveau en deux groupes, les participants ont **proposé les efforts pratiques** que TrustAfrica et les autres bailleurs pourraient consentir pour promouvoir le rôle des organisations et des chefs religieux dans la réduction de la violence sectaire et dans la promotion de la paix et l'intégration sociale en Afrique. Cet effort collectif a donné cette longue liste de suggestions :

- Promouvoir la recherche sur les outils utilisés par les chefs religieux et les institutions pour promouvoir la coexistence pacifique et l'appréciation du pluralisme. (Ces dernières pourraient aller des cas contemporains tels que le Centre de Médiation Interreligieuse au Nigeria, à des précédents historiques décrits dans certains manuscrits de Tombouctou.)
- Créer des outils qui exploitent le répertoire de nos traditions. Cela pouvait inclure la mise en place d'un dispositif d'interprétation inclusive de notre histoire et de notre héritage, y compris les rapports arabo-africains. (« Comment les intellectuels peuvent-ils nous aider à interpréter notre histoire ? »)
- Identifier les questions et instruments d'exclusion qui contribuent à la diabolisation et à l'étiquetage des autres, et les inverser avec des outils progressistes à l'intérieur de nos traditions. (Un des orateurs a expliqué que « nous avons des traditions qui veulent que les femmes ne voient pas le grand prêtre, et que les étrangers ne marchent pas la nuit, de peur qu'ils ne disparaissent ». « Comment trouver des instruments concrets qui parlent d'honorer les invités et autres individus qui vivent parmi nous ? »)
- Organiser un séminaire itinérant interreligieux dans lequel les chefs religieux pourraient interpréter les façons dont les réalités quotidiennes, comme la gestion de la diversité et la gestion des ressources, s'articulent à la tradition et à l'héritage.
- Promouvoir les chefs religieux et renforcer la capacité des organisations confessionnelles à peser lourd dans les questions d'inclusion et d'exclusion.
- Mettre en place les moyens de consulter la jeune génération, peut-être en élaborant des programmes de leadership au profit des jeunes. TrustAfrica pourrait aussi organiser un atelier comme celui-ci au profit des jeunes et des organisations de jeunes, surtout ceux d'entre eux qui ont une orientation religieuse, afin de découvrir leurs perspectives en matière de religion, de pluralisme et de paix en Afrique. (« Nous devrions investir sur les jeunes », a dit un des participants).
- Incorporer dans les programmes des écoles de théologie et même ceux des écoles secondaires des études de cas et des aptitudes liées à la résolution des conflits.
- Organiser des consultations régionales pour discuter des questions évoquées dans cet atelier avec un groupe d'acteurs plus large.
- Mener des recherches sur les différents cas d'exclusion et d'inclusion au niveau du continent, en mettant l'accent sur les différentes questions et thèmes, ainsi que les structures formelles et informelles qui les alimentent. (« Il y a des outils qui sont

actuellement utilisés pour nous diviser, et il y en a qui peuvent être utilisés pour nous rassembler »). Parmi les domaines de recherche figurent :

1. La stigmatisation et la discrimination contre les personnes vivant avec le VIH/SIDA ;
 2. Les handicapés mentaux et physiques qui sont souvent coupés de leurs familles et des autres structures sociales ;
 3. La réduction des stéréotypes et des préjugés ;
 4. Les groupes marginalisés et vulnérables comme les femmes, les jeunes, les orphelins et les veuves, les minorités ou la majorité silencieuse.
- Conduct research on tools that enhance our Africanness, including our shared values.
 - Set up a mechanism for building trust by working on non-controversial areas across our traditions.
 - Establish a theology of development that fosters interfaith social engagement. Specifically, this might entail:
 1. Forging interfaith partnerships in areas such as microfinance to address poverty, health, child soldiers, human trafficking, and other social vices;
 2. Identifying faith-based practitioners and experts in various fields of human endeavor and building their capacity to engage across religious lines;
 3. Setting up an inter-religious broadcasting committee to help spread our vision, mission, and objectives across the continent; and
 4. Collaborating with institutions and donor agencies that share our objectives, including the African Development Bank, the World Bank, and the Islamic Development Bank.
 - Mener des recherches sur les outils qui renforcent notre africanité, y compris les valeurs que nous partageons.
 - Mettre en place un dispositif de renforcement de la confiance en travaillant dans des domaines non controversés de nos traditions.
 - Elaborer une théologie de développement qui encourage un engagement social interreligieux. Cela pourrait précisément mener à :
 1. La mise en place des partenariats interreligieux dans des domaines comme la micro finance pour faire face à la pauvreté, aux problèmes de santé, aux enfants soldats, au trafic d'êtres humains et autres vices sociaux ;
 2. L'identification de praticiens et de spécialistes en religion dans différents domaines de l'activité humaine et le renforcement de leurs capacités pour les engager sur le plan religieux ;
 3. La mise en place d'une commission interreligieuse de radio et télévision pour aider à diffuser notre vision, notre mission et nos objectifs partout dans le continent ; et,
 4. La collaboration avec les institutions et agences de financement qui partagent nos objectifs, dont la Banque Africaine de Développement, la Banque Mondiale et la Banque de Développement Islamique.

- Mener une étude pour savoir quels sont les groupes religieux qui ne sont pas favorables au dialogue interreligieux et déterminer les raisons de leur attitude. Encourager les conversations dans lesquels les groupes opposés au dialogue interreligieux pourraient articuler leurs opinions et être encouragés à reconsidérer leur position. (« Nous ne devrions pas considérer comme acquis que nous sommes tous favorables au dialogue interreligieux » a déclaré un orateur. « Nous devons chercher à identifier ces groupes résistants au dialogue et trouver un moyen de les impliquer. ». Et un autre d'ajouter : « Comment obtenir de personnes qui ne veulent pas franchir le rubicond qu'elles engagent le dialogue ? Peut être pouvons-nous dire plus clairement : « Nous ne voulons pas que vous transigiez sur vos valeurs, mais nous devons en parler ensemble »).
- Clarifier les liens qui existent entre la foi et le développement, pour engager la Banque Mondiale et les autres institutions internationales sur ces questions.
- Mettre en place une commission pour élaborer un code de conduite confessionnel et exploiter toutes les suggestions et recommandations issues de cet atelier.

En revenant sur la nécessité d'un examen plus approfondi des exemples de dialogue interreligieux et de résolution des conflits antérieurs, certains orateurs ont pris position pour la mise en place d'un réseau de chercheurs pour analyser les vieux manuscrits africains. Quelques uns des textes, dont les plus anciens datent du 11^{ème} siècle, ont trait aux questions de bonne gouvernance, de corruption, de politique et de résolution de conflits. La Fondation Ford nous a aidé à les sauvegarder, mais il faut un soutien supplémentaire pour accélérer le rythme de l'analyse des chercheurs ; a déclaré un des participants.

S'agissant des causes des conflits, un orateur a raconté son expérience dans le cadre d'un groupe interreligieux qui est intervenu au Congo pour découvrir les raisons des combats entre les rebelles et le gouvernement en Ituri. La délégation s'est rendu compte que lorsqu'elle réunissait les chefs religieux et leur posait une question simple (Pourquoi vous battez-vous ?) les ecclésiastiques se regardaient et admettaient qu'ils ne savaient pas. On les avait entraînés dans un combat qui n'était pas le leur.

Un autre participant a relaté une rencontre au Sud du Soudan juste après la signature de l'accord de paix global. Son organisation a emmené un groupe de chefs religieux aux sources du Nil et leur a demandé : « Si Mohammed ou Jésus étaient debout devant ce point de départ ancestral-ci, quels outils auraient-ils utilisés pour amener la paix ? ». Il y eut d'abord un silence, avant qu'ils ne finissent par reconnaître différentes manières ancestrales d'éviter la rétribution et de restaurer la justice. Allant plus loin, la question était de savoir : « Quels autres symboles culturels, outils et textes peuvent faire avancer la cause d'une bonne gouvernance solidement ancrée, d'un bien être social et d'une équité économique.

Les participants ont mis en exergue la nécessité d'un dialogue interreligieux et de rapports ininterrompus, pas seulement pendant et après les périodes de conflit. Le rôle d'un chef religieux ne se limite pas aux conséquences et à la réconciliation. Au contraire, à l'instar des bergers, ces notables devraient mener leurs communautés vers une meilleure qualité de vie.

Une bonne partie de ce travail dépend du volume de confiance que nous pouvons créer. Cela peut se faire en rassemblant des chefs religieux qui ont une certaine influence, ou des chefs émergents, et leur donner l'occasion de voyager ensemble, comme l'Imam Ashafa l'a fait à la source du Nil. Leur hôte pourrait leur demander de regarder la manière dont les eaux sont interprétées en Afrique et ce qu'elles symbolisent, puis créer un séminaire autour des questions

économiques et sociales connexes. Dans un tel environnement, les gens ne sentent pas qu'ils doivent prendre des attitudes ou défendre quoique ce soit, mais qu'ils doivent plutôt réfléchir sur la réalité de la vie en Afrique dans le contexte des autres traditions et expériences.

Conclusion

L'une des questions les plus problématiques soulevées au niveau de l'atelier a porté sur la nature et la viabilité de l'Etat-nation en Afrique. De l'avis de certains orateurs l'Etat laïc est un préalable à un pluralisme efficace. « Les possibilités de dialogue ou de coexistence, et même de culte, s'amenuisent lorsqu'on permet à la religion de contrôler l'Etat », a dit un participant. D'autres pourtant, ont maintenu qu'établir la *shariah* dans une société fortement musulmane par exemple, ne voulait pas dire que les autres communautés religieuses (ou les athées) seraient nécessairement confrontés à la discrimination ou à la marginalisation. Les lois religieuses, bien comprises, n'astreignent pas à l'exclusion et n'écartent pas la possibilité de créer de l'espace pour l'autre, avancent-ils. Ce n'est pas surprenant qu'en fin de compte les participants n'aient pas été en mesure de parvenir à un accord sur la question de la laïcité : ils ont en effet noté que c'était une question contestée à plusieurs endroits sur le continent et qu'elle mérite des études plus poussées.

Les participants sont plus facilement parvenus à un consensus sur les caractéristiques nécessaires à une démocratie juste et significative, bien qu'ils n'aient pas reconnu que cette dernière avait de multiples défis à relever en Afrique. Quelque bonne que soit la démocratie, il est important que nous nous assurions que les droits et privilèges des minorités sont garantis, a dit un orateur. Dans un système où il n'y a qu'un seul gagnant, la démocratie peut mener à la marginalisation d'une minorité.

Durant tout l'atelier, un très grand nombre de participants a exprimé le désir d'améliorer l'image des religions traditionnelles africaines, y compris les traditions et systèmes de valeurs africaines qui ne se sont pas définis ou décrits historiquement comme des religions intrinsèques. L'ethos propre à ces traditions pourraient informer notre approche de plusieurs conflits à l'heure actuelle. Il y a un grand nombre de proverbes africains, de symboles, d'histoires et d'autres ressources qui peuvent être utilisées pour cultiver des attitudes de respect qui encouragent l'inclusion. Encore une fois, cet héritage nous montre que la différence est préférable à la similitude.

L'atelier a suscité plusieurs commentaires révélateurs sur ce qu'est la religion et sur ce qu'elle n'est pas. En voici deux qui ont non seulement une résonance sur le continent africain mais aussi partout dans le monde :

- « La religion est à la fois un vecteur de paix et de violence. C'est le produit de la révélation divine et des expériences humaines ».
- « La religion n'est pas une entité. La religion n'agit pas. La religion ne fait rien. Ni l'Islam, ni le Christianisme. Ce sont les musulmans et les chrétiens qui font des choses. Des agents humains. Une fois que nous avons mis cela en exergue, nous nous tournons vers ce qui pousse les gens à agir. L'Islam n'est pas une variable indépendante qui n'est pas affectée par la vie, l'histoire et les luttes de ses adeptes. Ce sont les adeptes de l'Islam dans l'histoire qui agissent ».

A la clôture, M ; Aidoo a résumé les points essentiels de l'atelier de trois jours. D'abord, il faut amener d'autres acteurs à la table, afin de **donner plus d'ampleur au discours**, en y incluant les perspectives des enfants, des jeunes et autres groupes marginalisés, ainsi que celui des

donateurs comme la Banque Mondiale, et des croyants qui refusent de participer au dialogue interreligieux. Ensuite, il a noté un désir largement partagé de **continuer la conversation**. Cette continuité pourrait se réaliser à travers un forum en ligne ou des ateliers de suivi au niveau régional ou panafricain. « Vous voulez certainement que ceci mène à quelque chose, » a-t-il dit, « et nous à TrustAfrica, nous partageons cette vision ». Troisièmement, il a reconnu qu'il était important **d'agir et d'appliquer** certaines des idées débattues au cours des trois derniers jours. « Nous pourrions faire quelque chose de risqué, novateur et inhabituel », a-t-il dit.

Dans les mois à venir, TrustAfrica prévoit de réfléchir sur les recommandations générées par l'atelier et de recueillir des propositions pour des projets de mise en œuvre de certaines d'entre elles. Selon toute vraisemblance, les prochaines démarches devraient inclure une série de subventions de projets et un atelier de suivi en 2008 ou en 2009.

Les Participants

- Le Pasteur Jonas Adou**, Eglise Protestante du Sénégal
M. Sabapathy Alagiah, l'Initiative des Religions Unies, Mozambique
Le Professeur Elizabeth Amoah, Université de Hartford, Etats-Unis
Le Professeur Abdullahi An-Na'im, Université Emory, Etats-Unis
L'Imam Muhammad Ashafa, Centre de Médiation Interreligieux/ Forum sur le Dialogue Islamo-Chrétien, Nigeria
Serigne Mansour Sy Djamil, Conseil Africain des Chefs Religieux, Sénégal
Le Révérend Dr. Priscille Djomhoue, Université Protestante et Cercle des Théologues Africaines Engagées, Cameroun
Madame Zeinab Elsadig Elmahdi, Conseil Législatif des Affaires d'Ansar pour l'Activité Missionnaire et des Conseils, Soudan
M. Charles Ibnou Katy, Promotion des Médecines Traditionnelles (PROMETRA), Sénégal
M. Abdel Kader Haïdara, Bibliothèque Mamma Haïdara, Mali
Le Pasteur Tilewa Johnson, Diocèse Anglican de Gambie, la Gambie
Le Pasteur Jean-Blaise Kenmogne, Cercle International pour la Promotion de la Création, Cameroun
Le Révérend Dr. Johnson Apenad Mbillah, Programme pour les Relations entre Chrétiens et Musulmans en Afrique (PROCMURA), Kenya
Le Professeur Penda Mbow, Université Cheikh Anta Diop, Sénégal
L'Evêque Malusi Mpumlwana, Eglise Episcopale Ethiopienne et Fondation W.K. Kellogg, Afrique du Sud
Le Professeur Hudita Mustafa, chercheur indépendant, Sénégal
M. Babacar Ndiaye, le Bureau des Nations Unies sur la Drogue et le Crime, Sénégal
L'Archevêque Njongonkulu Ndungane, Eglise Anglicane de la Province de l'Afrique Australe, Afrique du Sud
Le Professeur Jacob K. Olupona, Université Harvard, Etats-Unis
Le Professeur Kofi Asare Opoku, chercheur indépendant, Ghana
Dr. David Owusu-Ansah, Université James Madison, Etats-Unis
M. Prabhudas Pattni, Action Interreligieuse pour la Paix en Afrique et Conseil Hindouiste en Afrique, Kenya
Madame Mitra Deliri Sabet, Communauté Bahà'i de Tanzanie, Tanzanie
M. Ato Yilkal Sheferaw, Forum Interreligieux Ethiopien pour le Développement du Dialogue et de l'Action, Ethiopie
Le Pasteur D. James Movel Wuye, Centre pour la Médiation Interreligieuse/Forum du Dialogue Islamo-Chrétien, Nigeria

Personnel de TrustAfrica, consultants et invités d'honneur

- M. Akwasi Aidoo**, TrustAfrica, Sénégal
Madame Hawa Ba, TrustAfrica, Sénégal
Madame Alison Bernstein, Ford Foundation, USA
M. Christopher Reardon, rapporteur, USA
Madame Chantal Uwimana, TrustAfrica, Sénégal